



Name of Publication

Nom de la publication

LE SOLEIL

C2

Date
AUG 23 1975

Colloque libéral

Si on parlait de la famille

C2

par François Demers

Tenir un colloque prestigieux a été la première décision prise par l'exécutif du parti sous ma présidence, raconte le président du Parti libéral, le notaire Claude Desrosiers. C'est moi qui en ai proposé la possibilité. Je me disais que ça aiderait à aérer l'atmosphère."

Dans une entrevue accordée à un journaliste du SOLEIL à l'occasion de la tenue en fin de semaine au Mont Gabriel d'un colloque sur "le Québec des années '80", M. Desrosiers a par ailleurs tenu à souligner que cette manifestation se voulait non partisane.

"Beaucoup des personnes qui ont été invitées, a-t-il précisé, ne sont pas membres du parti. Si je n'avais qu'un but partisan et si j'avais le choix entre une série télévisée et un colloque, je choisirais la série télévisée."

D'autant plus, qu'il n'y a pas beaucoup de mouvements politiques qui pourraient se payer une telle manifestation, ça demande énormément de préparation et pas très loin de \$50,000." Le dernier colloque de ce genre, celui de 1973 au Mont Orford, aurait coûté quelque \$20,000.

Aux yeux du président du PLQ, cet événement revêt donc un caractère "peut-être un peu gratuit" par rapport aux préoccupations immédiatement partisans.

Mais il ne s'agit de rien de gratuit par rapport à l'objectif qu'il s'était fixé au début de sa présidence en novembre dernier relancer le Parti libéral sur la scène des grands débats intellectuels.

Un thème de transition

C'est lui qui a "presque imposé" le thème "La famille" aux activités 1975 du PLQ. "Les militants étaient habitués à traiter de tout et, à mon avis, souvent de rien, explique-t-il. Le thème "La famille" avait l'avantage de pouvoir servir de transition vers le retour au thème unique".

11 colloques régionaux ont donc été tenus sous ce thème. Et, même si au cours de cette période, les dirigeants du parti n'ont pas voulu être trop directifs et exclure tout autre sujet de discussion, l'opération aura permis, aux militants, croit M. Desrosiers, d'identifier les problèmes qui assaillent la famille.

"Il fallait, précise-t-il entrainer nos militants qui ont perdu l'habitude de se concentrer, de vider un sujet. J'ai voulu un thème où ça leur serait facile."

Bien sûr, le parti libéral aurait pu choisir un thème politiquement plus chaud, dans les domaines économiques ou politiques. Mais il y avait risque, estime M. Desrosiers, qu'un bon nombre de militants préfèrent le laisser débattre par les spécialistes. Et de citer en exemple le cas des investissements étrangers, qui peut facilement être étudié par la commission politique du parti ou par les experts du gouvernement mais vis-à-vis desquels nombre de libéraux ne se sentent pas personnellement impliqués. Avec la famille, au contraire, chacun d'eux "est pris aux tripes".

Le colloque du Mont Gabriel arrive maintenant à point pour indiquer certaines solutions à ces problèmes. Du moins, espère, le président du PLQ, les experts qui y ont été invités devraient pouvoir pointer des pistes à suivre. Même si, là encore, la direction du parti a préféré "faire des compromis" et greffer au thème "La famille" deux autres sujets très proches: "Les relations humaines et le travail".

Le notaire de Rosemont espère ainsi que les militants libéraux vont vider ce sujet avant que ne se termine son mandat, en novembre prochain. Un groupe de travail du parti doit d'ailleurs, au cours de l'automne, rencontrer tous les corps intermédiaires intéressés à la famille et recueillir les solutions qu'ils proposent.

Parallèlement, à travers les quelques congrès régionaux qui doivent avoir lieu à cette même époque, M. Desrosiers entend bien forcer un peu la main des militants et les pousser vers l'élaboration de solutions. De telle sorte qu'il soit possible de se présenter au prochain congrès général avec un "cahier de solutions".

Et s'il le faut, le congrès annuel sera retardé de deux ou trois mois. Il doit d'ailleurs en être question au conseil de direction du parti qui sera tenu au cours de la fin de semaine, en parallèle au colloque

PRESS CLIPPINGS COUPURES DE JOURNAUX

Name of Publication

Nom de la publication

Date

Fin de carrière

Car le président du PLQ confirme sa volonté arrêtée d'abandonner sa fonction dès la fin de son actuel mandat d'un an. "Je n'ai pas, précise-t-il la disponibilité physique de faire deux mandats. Point final.

D'ailleurs, je l'ai dit dès le début, avant même d'accepter la présidence".

Ce poste-là, explique-t-il, c'est vraiment très accaparant. Il faut administrer un budget de quelque \$900,000. A la permanence, il y a une trentaine de personnes. Y'a des décisions à prendre à toutes les semaines. Y'a surtout les militants à rencontrer. Et les militants étaient un peu gâtés là-dessus. Ma prédécesseur, Lise Bacon, avait obtenu un congé sans solde de sa compagnie. Elle était complètement disponible. Moi, comme j'ai toujours tenu à continuer de pratiquer ma profession, je ne pourrai pas faire deux ans."

De la même façon, Claude Desrosiers répondra non à toute demande voulant qu'il devienne candidat lors des prochaines élections. Comme il a refusé d'être candidat libéral lors des dernières dans son propre comté d'Anjou.

Il a même l'intention d'abandonner tout militantisme au sein du PLQ. "Une fois qu'on a occupé la présidence, lance-t-il, est-ce qu'il y a quelque chose de plus ennuyeux qu'un ex-président?"

En avril dernier, au sortir d'une forte vague d'attaques contre le gouvernement, M. Desrosiers avait déjà annoncé son intention de ne pas solliciter un deuxième mandat à la présidence du parti gouvernemental.

"Je ne croyais pas en novembre dernier que l'on ferait face à cette vague de critiques, d'insinuations et d'accusations", avait-il déclaré à un journaliste. Il n'avait alors pas caché que le PLQ éprouvait des difficultés à faire percer le thème annuel lors des congrès régionaux. "Tout de suite, on est ramené sur le terrain des accusations.

Au lieu de s'intéresser et de discuter de cet important défi, les militants veulent avoir des précisions sur des quelconques irrégularités. C'est pas vivable," avait-il conclu.

Manoeuvre de diversion

Aujourd'hui, il se contente de souligner qu'il a perdu pas moins de deux mois à cette époque. Il prétend pourtant qu'un nouveau climat de liberté intellectuelle a commencé à prendre racine dans les rangs libéraux. Et même s'il concède qu'il n'est pas entièrement satisfait et qu'il ne touche pas encore du doigt le résultat de ses efforts, il affirme que "quoi qu'il arrive, je ne serai pas disponible pour un second mandat".

En attendant, il voudrait bien qu'en étudiant "La famille", le parti soit en avance sur le gouvernement.

Car, contrairement à certains critiques qui affirment que se pencher sur les problèmes familiaux à ce moment-ci de l'histoire politique québécoise, c'est faire une manoeuvre de diversion, il croit sincèrement que le politique sociale du gouvernement est réellement en crise.

"Toute cette politique, explique-t-il, est centrée sur l'individu en crise. Il est temps de songer à plus que ça. A de la prévention sociale, comme on songe à la prévention médicale. "D'ailleurs, convient-il, il est normal qu'un parti comme le parti libéral, avec une clientèle" qui a elle-même une vie familiale", soit plus préoccupé de cette question que les partis d'opposition, qui rassemblent les individus en crise accusant la société de tous leurs maux.